

LA RECHERCHE DE LA PAIX DANS LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

PESSIMISME DE L'ANALYSE, OPTIMISME DE LA VOLONTE

Le conflit israélo-arabe est comme une pièce de théâtre dont les scènes se succèdent sans fin sur les écrans du monde sans jamais laisser les téléspectateurs. Malheureusement, les acteurs réels de la tragédie, eux, vivent angoissés, souffrent et meurent au quotidien, au gré des rebondissements du scénario. A force de durer, on finit par ne plus comprendre la logique sous-jacente aux affrontements, pour ne plus être qu'happés par ceux-ci et leurs causes immédiates. A chaque accès de fièvre, dans le monde arabo-musulman, comme en Israël, le coupable est tout désigné, c'est l'autre. En occident, l'industrie médiatique qui vit grassement de ce type de conflit, privilégie dans ses reportages l'émotion brute alors que la nature existentielle du conflit récuse toute notion simpliste de bons et de méchants.

Essayons au-delà des réactions épidermiques d'y voir plus clair.

Selon les arabes, la création en 1948 de l'État d'Israël serait entachée d'une irréductible illégitimité, parce que cette terre aurait été arabe et les colons juifs des implants étrangers. Cette position s'appuie sur des prémices contestables. Premièrement, la communauté juive en Israël, le Yishouv, n'a pas surgi *ex nihilo*, cadeau des nations occidentales pour se racheter de la Shoah. De tout temps les juifs sont "montés" en Israël pour y vivre et mourir et dès 1881 se créent des colonies de paysans indépendants, la Haganah la première force de défense des juifs est créée en 1920, Tel-Aviv, la première ville juive compte 40.000 habitants en 1931 (*Élie Barnavi, 1992*), tout cela bien avant que la Shoah ne ronge la conscience occidentale. Deuxièmement, quelle que soit la force des arguments des uns et des autres quant à leur légitimité, la notion de *péché originel* quant à la création d'un État est absurde au regard de l'Histoire. Quant on considère les sociétés humaines, celles-ci adviennent et existent en dehors de toute ordonnance morale ou divine ; pourquoi la conquête de Jérusalem par les musulmans en 631 EC serait-elle plus légitime que le retour des juifs au 20^{ème} siècle dans leur terre ancestrale, pourquoi la reconnaissance d'un Kosovo indépendant, massivement musulman sur une terre historiquement serbe et orthodoxe pendant des siècles serait-elle illégitime ? Questions absurdes, la réalité est toujours existentielle et jamais prescriptive.

L'État d'Israël renaît de ses cendres le 14 mai 1948, après un hiatus de plus de 19 siècles, suite à la destruction du second temple par Titus en 70 EC. Son avènement est violemment combattu par le monde arabe, qui malgré les armistices signés en 1949, refuse de reconnaître l'État hébreu. En 1967, suite au blocage du détroit de Tiran par l'Égypte, Israël réagit lors d'une offensive éclair qui l'amène à occuper Gaza, la Cisjordanie et le plateau du Golan. Après la guerre de Yom Kippour en 1973, finalement, l'Égypte puis la Jordanie signent un traité de paix avec Israël, et par la suite Israël et l'OLP se reconnaissent mutuellement en vue de conclure une paix qui à ce jour demeure insaisissable.

Pourquoi est-il si difficile de faire la paix ?

La responsabilité de l'échec persistant des négociations est partagée mais l'analyse des faits souligne une asymétrie indubitable des positions, alors qu'Israël reconnaît ses voisins, plusieurs de ceux-ci continuent aujourd'hui encore à nier son droit à exister, et tant par la parole que dans leurs chartes, proclament leur volonté de l'éradiquer.

Du côté de l'État juif, deux causes dont l'une nourrit l'autre bloquent la recherche tangible de la paix.

La nature du système électoral israélien. Israël tout entier consiste en une seule circonscription électorale où règne la proportionnelle pure. Ce système théoriquement idéal pour exprimer toutes les nuances de l'opinion publique (2% de voix assure à tout parti une représentation à la Knesset) est une véritable catastrophe politique. Aucun grand parti n'est capable d'avoir une majorité et doit donc procéder à des alliances contre nature avec de petits partis extrémistes principalement religieux, qui obtiennent pour leurs affiliés des dérogations scandaleuses à la loi commune et qui posent de surcroît des exigences rendant impossible toute compromis tangible avec l'ennemi. La gouvernance politique en est réduite à un marchandage continu et obscène dans sa crudité. Il n'est pas exagéré de dire qu'Israël est en état quasi permanent de paralysie politique, sauf en ce qui touche à la survie du pays et donc à l'armée.

Le refus d'accepter pleinement le principe "paix contre retour des territoires occupés" en 1967 par une large fraction du corps politique. Face au fanatisme arabe qui récuse toute idée qu'une partie de la Palestine puisse être jamais contrôlée par des juifs, Israël profite de cet entêtement pour implanter des colonies de peuplement, en pensant que la politique des faits acquis serait sans retour, ce qui contribua fortement à encourager les fanatiques religieux et les tenants extrémistes du grand Israël, dans leur dessein d'annexer tous les territoires conquis. Plus qu'une erreur, c'était une faute gravissime. De cette tragédie, il faudra bien un jour s'en dépêtrer. C'est encore loin d'être acquis, mais même un ancien faucon comme l'actuel premier ministre Ehud Olmert a fini par admettre qu'il n'y avait pas d'alternative raisonnable à l'extraction d'Israël des territoires occupés en échange de la paix. De larges concessions ont été faites en ce sens aux leaders palestiniens, malheureusement sans résultats concrets à ce jour.

Du côté arabe, les obstacles à la paix sont autrement plus massifs et rédhibitoires. Les causes en sont évidemment complexes, aussi je ne citerai que celles qui m'apparaissent comme fondamentales.

L'existence d'Israël sert les intérêts des régimes arabes du "champ de bataille" en jouant le rôle d'abcès de fixation. A l'exception de l'Afrique sub-saharienne, les États arabes sont depuis des décennies en queue de peloton dans le monde, pour ce qui touche au développement humain, tels qu'en témoignent de nombreux rapports, 2002, 2003, 2005 de l'ONU (*exemples de gâchis, un tiers des arabes sont toujours analphabètes ; l'Espagne, traduit plus de livres étrangers pour sa consommation propre que l'ensemble du monde arabe pour la sienne, pourtant sept fois plus peuplé*). Cet état d'arriération économique et culturel de leurs pays peut être mis plus facilement sur le compte d'un complot américano-sionniste anti-arabe, que sur la réalité de l'impéritie et

de l'égoïsme forcené de dirigeants ayant souvent confisqué le pouvoir dans une logique tribale ou dynastique. L'état permanent de guerre avec Israël permet ainsi de justifier plus facilement les dépenses militaires et la dictature indéfinie. A l'exception du Liban, la vérité est qu'aucun régime arabe même hors du champ de bataille comme l'Arabie saoudite, n'a jamais permis à sa population de décider librement de ses choix politiques ; toute contestation du régime étant sévèrement réprimée. A titre d'exemple Hafez El-Assad, le dictateur syrien qui n'hésita pas à réduire en cendres la ville de Hama en 1982, faisant 25.000 victimes civiles. Mêmes répressions sanglantes en Arabie saoudite, Egypte, Irak, Iran ; le régime jordanien n'y faisant pas exception avec le massacre en 1970 (*septembre noir*) de plus de 10.000 combattants palestiniens.

L'appartenance du peuple palestinien au monde arabe et à l'oumma, crée par la réactivité de la "rue arabe", une pression parfois explosive sur tous les régimes arabes et musulmans, sommés d'afficher leur solidarité avec les combattants palestiniens. Cette réactivité hyper émotive est instrumentalisée par tous ceux qui cherchent à monopoliser ou influencer le pouvoir, dirigeants politiques, militaires, groupes religieux interdits comme les frères musulmans, factions d'opposants. Cette situation oblige souvent les acteurs étatiques arabes à entrer dans une course de surenchère sur la cause palestinienne et éloigne de ce fait tout compromis réaliste avec Israël, nécessairement insatisfaisant comme tout bon compromis et brandi dès lors comme trahison d'un dépôt sacré. Anouar El Sadate fût assassiné pour avoir signé la paix avec Israël et Mubarak est vilipendé pour ne pas soutenir plus ouvertement le Hamas.

La haine arabo-musulmane à l'égard d'Israël est ontologique avant d'être politique. L'hyper-centralité du conflit avec Israël pour le monde arabo-musulman en a fait une des pierres angulaires de leur métarécit sur eux-mêmes. Cet excès défie le sens commun. Comme le souligne le journaliste Nessim Cohen-Tanugi (*le lien Israël-disapora*, N° 302) l'obsession de 1 milliard 300 millions de musulmans à l'encontre de 5.5 millions de juifs israéliens est irrationnelle, le jeu n'en valant pas la chandelle en termes de ressources investies dans ce conflit, au détriment de tant d'autres questions urgentes pour le bien-être des peuples musulmans. Pourquoi tant de ressentiment contre Israël et aucun contre les responsables musulmans du génocide du Darfour, bien que les victimes dans les deux cas soient musulmanes et alors que leur nombre est autrement plus élevé au Darfour que sur le champ de bataille israélo-arabe. Comme le dit si bien la journaliste égyptienne Mona Eltahawy dans le journal canadien *Globe and Mail* du 30 décembre 2008, "*les horreurs que s'infligent mutuellement les musulmans ne comptent pas*". Les victimes ne sont jamais réellement la cause de l'indignation des musulmans, ce qui fâche jusqu'à la rage, c'est qu'un territoire revendiqué par l'islam soit contrôlé par des juifs, des dhimmis. Cette rage ne peut se comprendre qu'en référence à la conviction des musulmans que l'islam représente le mot final de Dieu et qu'inévitablement le monde entier devra se soumettre à Allah (*le mot islam signifie soumission à la volonté de Dieu*), or Israël vient déranger l'ordonnement voulu par Dieu. Il y a en effet pour les musulmans un sens à l'Histoire, celle-ci progresse vers une fin voulue, tout territoire une fois conquis par l'islam est acquis à jamais à celui-ci pour être régi par la charia, la loi divine telle que le coran la représente. La perte de l'Espagne andalouse est encore aujourd'hui ressentie comme une plaie vive par les croyants musulmans et Ossama Bin Laden avait d'ailleurs revendiqué son retour au

sein de l'oumma. Aussi inacceptable pour les musulmans qu'un retour à la chrétienté de l'ancienne Constantinople conquise par les musulmans en 1453, le contrôle juif sur une partie de la Palestine est intolérable du point de vue théologique, car le retour du juif comme acteur historique va à l'encontre du sens assigné à l'Histoire et nie de ce fait la pertinence du coran. *[Charte du Hamas adopté le 18 août 1988, article 11] "La Palestine est un territoire islamique consacré aux générations musulmanes jusqu'au jour du jugement (dernier). Pour cette raison, qui pourrait prétendre avoir le droit de représenter les générations musulmanes jusqu'au jour du jugement ? La loi gouvernant la terre de Palestine est celle de la Sharia Islamique et la même loi est valable pour toutes les terres que les Musulmans ont conquises par la force, parce que durant la période des conquêtes Islamiques... Toute procédure en contradiction avec la Sharia Islamique, où la Palestine est concernée, est nulle et non-avenue."* Comment expliquer autrement que par la démente théologie, que les terroristes musulmans pakistanais, ces martyrs de Dieu, qui ont procédé au carnage de Mumbai, (*plus de 160 morts*) aient délibérément pris le temps d'aller assassiner quelques juifs, n'ayant rien à voir avec le conflit indo-pakistanaï, sans susciter aucune réaction d'horreur dans les pays musulmans. Serait-ce à cause de cette sourate du coran, "*Les pierres et les arbres diront : "Oh ! Musulmans, Oh ! Abdullah, il y a un Juif derrière moi. Viens et tue-le."*

Les calculs stratégiques des tenants du refus arabo-musulman. L'historien israélien Benny Morris, dans un article publié le 30 décembre 2008 dans le New York Times, rappelle que l'évolution démographique en Israël est inquiétante à long terme lorsqu'on met en *rapport* les projections démographiques des deux composantes majeures de la société israélienne. Les juifs sont aujourd'hui 5.5 millions avec 2 à 3 enfants par famille, taux robuste au regard des pays occidentaux mais nettement inférieur à celui des arabes. Ceux-ci sont 1.3 millions avec un des taux de natalité les plus élevés au monde de 4 à 5 enfants par famille. Si le différentiel de taux de natalité entre les deux groupes se maintient, les arabes seront la majorité en Israël entre 2040 et 2050, ce qui conduira Israël, soit à cesser d'être un État juif, soit à cesser d'être une démocratie, soit à considérer l'idée de sa transformation en un État binational couvrant l'ensemble de la Palestine, juifs israéliens d'un côté, arabes palestiniens de l'autre. Aucune de ces trois options n'est acceptable pour la très grande majorité des israéliens. Lorsqu'on sait de surcroît que la loyauté des arabes israéliens va naturellement à leur communauté et non à l'État hébreu, on comprend que les stratèges du refus arabe, convaincus que le temps travaille en leur faveur, excluent l'idée de reconnaître Israël et a fortiori de négocier la paix avec celui-ci. Bien entendu, tous ces calculs démographiques présupposent que l'avantage nataliste arabe ne sera pas neutralisé ou considérablement réduit par un flot migratoire positif au bénéfice d'Israël, provenant de la diaspora juive.

Le rêve iranien de s'imposer comme la super puissance régionale au Moyen-Orient. Sur ce fond mouvant de projections démographiques, la lutte contre Israël représente une aubaine pour l'Iran dans sa quête d'hégémonie régionale. L'Iran cherche à déstabiliser les principaux pays sunnites de la région, l'Égypte et l'Arabie saoudite, en allumant à sa guise le conflit aux frontières d'Israël, au moyen de ses pions que sont le Hamas et le Hezbollah tous deux armés par la Syrie, financés par l'Iran et requérant de ce fait leurs feu vert pour toute action d'envergure contre l'État juif. Épicentre du refus antisioniste, l'Iran, qui vraisemblablement disposera d'armes nucléaires dans les prochains 2 à 5

ans, a appelé publiquement par la voix de son président Amadinedjad à l'éradication physique d'Israël. Dans ce contexte, la stratégie du Hezbollah au Liban et du Hamas à Gaza, a une apparence de rationalité ; elle vise à continuellement provoquer l'État hébreu en négociant au mieux des trêves temporaires mais sans jamais les respecter tout à fait, de manière à toujours apparaître comme le fer de lance de la résistance arabe et palestinienne. Il importe peu que des centaines ou des milliers de palestiniens paient de leur vie cette stratégie, au contraire rien ne satisfait plus les calculs politiques du Hezbollah hier, et du Hamas aujourd'hui, que de combiner les statuts de *victime et martyr* ; l'islam promet à toute personne qui se sacrifie dans ce combat, le statut de martyr avec accès garanti au paradis.

Avenir inquiétant ! Israël et ses ennemis sont-ils condamnés au geste de Sisyphe, toujours recommencer, toujours échouer ? Pas nécessairement, comme le dit un proverbe portugais, "*Le pire n'est pas toujours certain*". Si l'Égypte et Israël ont signé la paix après quatre guerres, c'est bien la preuve que des issues positives sont possibles. Toutefois une chose est sûre, l'arène internationale ressemble encore aujourd'hui beaucoup plus à une jungle qu'à une société policée obéissant à des règles acceptées par tous. Aucune force supranationale ne garantit réellement le bon droit et la justice. Les grands pays font ce qu'ils veulent, la Russie a laminé la Tchétchénie, la Chine a un des pires dossiers qu'on puisse imaginer et les Etats-Unis ont envahi l'Irak sans aucune bonne raison. L'ONU a montré son impuissance pathétique de façon répétée, dernièrement au Rwanda, au Congo, au Darfour, au Zimbabwe où les victimes se comptent par millions et les viols par centaines de milliers. En fait, l'ONU verse parfois littéralement dans le théâtre de l'absurde ; un de ses membres fondateurs, l'Arabie saoudite, n'a aboli l'esclavage chez lui qu'en 1962, soit 14 ans après l'adoption de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Il faut le faire ! L'efficacité de l'ONU n'existe que lorsque plusieurs grands pays décident qu'il est de *leur intérêt personnel* de faire régner la paix. Peut-être le risque nucléaire au Moyen-Orient les poussera-t-ils à agir en ce sens, pour ma part, j'en doute. Israël sait bien que son salut ne sera jamais assuré par aucune organisation internationale, pas plus que les Tutsis n'ont été protégés par l'ONU du génocide annoncé. Les choses sont ainsi faites qu'il n'y a pas pour Israël d'alternative à l'auto-défense et qu'une des nuisances à supporter lorsqu'il est contraint d'agir pour assurer la sécurité des siens, est d'être cloué au pilori par la bien-pensance des opinions publiques, la gauche qui ne pense plus que par slogans et les calculs frileux des nations européennes. Mais en tant qu'observateurs hors du champ de bataille, nous ne sommes pas obligés de jouer les *idiots utiles*, comme dirait Lénine. La paix ne viendra au Moyen-Orient que lorsque tous les protagonistes arabomusulmans seront indubitablement convaincus qu'Israël est là pour rester. Tôt ou tard cette réalité s'imposera, mais pour l'instant l'Iran, le Hezbollah et le Hamas sont convaincus du contraire.

Léon Ouaknine

Montréal, le 1^{er} janvier 2009

l.ouaknine@gmail.com

Tel Res 514.737-3287

Tel cellulaire 514.501-1209